

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.571
7 août 1990

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CINQ CENT SOIXANTE ET ONZIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 7 août 1990, à 10 heures.

Président : M. Gheorghe Chirila (Roumanie)

Le PRESIDENT : Je déclare ouverte la 571ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence commence aujourd'hui l'examen du point 8 de son ordre du jour, intitulé "Programme global de désarmement". Cependant, en vertu de l'article 30 du règlement intérieur, tout membre qui souhaiterait intervenir sur n'importe quelle autre question ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Je voudrais souhaiter, au nom de la Conférence et en mon nom propre, la chaleureuse bienvenue au Secrétaire général des affaires étrangères d'Italie, S. E. l'Ambassadeur Bruno Bottai. La visite de l'Ambassadeur Bottai, diplomate de carrière exceptionnelle, qui a notamment occupé les importantes fonctions de Conseiller diplomatique du Premier Ministre, reflète l'intérêt continu que l'Italie attache au travail de la Conférence qui a déjà été honorée à plusieurs reprises de la visite du Ministre des affaires étrangères, S. E. M. Giulio Andreotti. La visite du Secrétaire général revêt une importance particulière parce qu'elle vient au moment de la présidence italienne de la Communauté européenne pour les six mois à venir.

Je voudrais également souhaiter la bienvenue à la Conférence aux trois députés du peuple du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, Eduard Gams, Pyotr Tlantchuk et Sergei Tsypliaev, ainsi qu'au membre du Congrès des Etats-Unis, le représentant Martin Lancaster. Leur visite est d'un grand soutien dans nos efforts, étant donné en particulier le rôle qu'ils jouent dans le processus décisionnel du désarmement, notamment dans le contexte soviéto-américain qui a déjà donné des résultats significatifs dans le domaine du désarmement. Par ailleurs, les stagiaires dans le domaine du désarmement se trouvent aujourd'hui parmi nous pour suivre nos débats. Permettez-moi de leur souhaiter, au nom de la Conférence et en mon nom propre, la bienvenue ainsi que le succès dans leurs travaux.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants de l'Italie, de la Belgique, du Venezuela, de la République fédérale d'Allemagne et de la Pologne. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Italie, S. E. le Secrétaire général des affaires étrangères, l'Ambassadeur Bruno Bottai.

M. BOTTAI (Italie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, il est particulièrement agréable et satisfaisant d'avoir l'occasion de prendre la parole devant cet organe alors qu'il est placé sous la présidence importante et compétente de la Roumanie, l'un des interprètes les plus zélés des changements positifs difficiles mais radicaux intervenus récemment et avec laquelle l'Italie a d'excellentes relations. Je suis sûr que, sous votre direction, la Conférence du désarmement saura faire face aux tâches difficiles qui l'attendent dans cette époque cruciale de transformations. Permettez-moi également d'exprimer ma satisfaction devant la présence, aujourd'hui dans cette salle, des délégations parlementaires des Etats-Unis et de l'Union soviétique, qui visitent conjointement Genève. Il s'agit là d'un autre signe positif de cette époque en pleine évolution.

(M. Bottai, Italie)

C'est un privilège et une occasion importante de réflexion que de pouvoir partager avec vous quelques considérations sur les perspectives qui apparaissent dans le domaine du désarmement à un moment où l'Italie doit assumer pendant six mois la présidence de la Communauté économique européenne, tâche particulièrement délicate et complexe qui vise à répondre de façon adéquate aux événements extraordinaires qui ont marqué l'Europe au cours des derniers mois, ainsi qu'à des faits nouveaux moins positifs, tels que ceux de ces derniers jours.

Mais concentrons-nous, pour le moment, sur nos espoirs plus ambitieux. Dans une perspective générale, il s'agira de façonner ce que l'on appelle couramment la "nouvelle architecture de l'Europe", qui s'élèvera, en ce qui nous concerne, sur les trois piliers fondamentaux que représentent la Communauté économique européenne, l'Alliance atlantique et le processus de coopération entre les 35 pays membres de la CSCE. Cette nouvelle architecture est soutenue, en même temps, par des initiatives renouvelées de coopération à l'échelon sous-régional.

Un sommet au niveau gouvernemental, qui réunissait l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Hongrie et l'Italie, vient juste de se dérouler à Venise, dans un état d'esprit similaire, afin d'assurer l'assise d'une plus grande coopération entre ces cinq pays dans de nombreux domaines d'intérêt mutuel.

Une nouvelle ère de coopération prometteuse et sans précédent, entre anciens adversaires est ainsi en train de se dessiner en Europe, davantage dans la réalité des faits eux-mêmes que par la capacité d'imagination des gouvernements, marquée par la découverte de structures politiques et économiques libérées de la dictature et inspirées par la liberté.

Pour ce qui est de la Communauté économique européenne, il est prévu que deux conférences intergouvernementales se dérouleront à Rome, en décembre prochain, avec pour objectif de mettre en route deux processus de négociation ayant de grandes incidences sur les structures économiques, politiques et institutionnelles futures de la Communauté. La première vise à transformer la réalisation déjà prévue d'un marché commun, en 1992, en une véritable union économique et monétaire. La seconde, qui portera plus spécialement sur l'intégration politique des Douze, a pour objet de revoir le processus de prise de décisions, d'améliorer le fonctionnement des institutions et d'insuffler une unité et une cohésion plus grandes à l'action internationale des Douze, en réformant les mécanismes existants de coopération politique. Cette évolution interne de la CEE coïncide avec le processus de changement qui se déroule dans nombre de pays d'Europe centrale et orientale, ainsi qu'avec l'adoption par l'Union soviétique de nouvelles politiques en matière de relations intérieures et extérieures, à un rythme caractéristique des plus grands tournants de l'histoire.

Je me limiterai à quelques observations succinctes au sujet de cette évolution telle qu'elle est perçue actuellement du point de vue de l'Italie. Un large consensus s'est dégagé dans cette enceinte au sujet du caractère très positif d'une coopération accrue entre les deux grandes puissances pour le maintien de la paix et de la stabilité, au profit du monde entier.

(M. Bottai, Italie)

Les événements de ces dernières heures fournissent un nouvel exemple de cette réalité encourageante. Le changement complet de l'attitude qui avait marqué la guerre froide a trouvé son expression la plus concrète et la plus extraordinaire dans le processus d'unification qui se déroule en Allemagne et dans les accords visant à régler les aspects extérieurs de la question allemande.

Le Gouvernement italien est persuadé qu'une Allemagne unie sous le signe de la démocratie et dans un esprit de liberté complète de choix en ce qui concerne sa future position internationale représentera l'accomplissement le plus légitime des espoirs de son peuple (espoirs considérés comme irréalistes dans le passé), ainsi qu'un très important pas en avant dans la consolidation de la paix et l'accroissement de la stabilité en Europe, continent enfin débarrassé de son plus gros problème.

Ces événements marquants se sont déjà accompagnés d'importants faits nouveaux survenus dans d'autres domaines. J'aimerais rappeler la Déclaration adoptée au Sommet de l'OTAN des 5 et 6 juillet, qui, je le sais, a déjà fait ici l'objet d'une présentation complète. Je voudrais faire observer, en particulier, la détermination des pays membres de l'OTAN à promouvoir la transformation de la stratégie défensive de l'Alliance, dans un sens qui soit plus conforme aux réalités nouvelles, notamment une moindre dépendance à l'égard des armes nucléaires pour la sécurité. L'Italie est favorable à une évolution de la stratégie de l'OTAN qui renforcerait encore l'orientation défensive qui l'a toujours caractérisée et qui s'appuierait sur les concepts de dissuasion minimale et de déploiement réduit de forces militaires avancées. Elle est également résolue à déployer des efforts en vue d'appliquer plus largement la dimension politique de l'OTAN, ainsi que d'adopter une déclaration commune des pays membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie afin de prendre acte de façon solennelle de l'établissement en Europe d'un nouveau climat politique.

Ce qui est actuellement en jeu, en Europe, dépasse de beaucoup ces considérations de nature stratégique. Nous pensons que le prochain sommet de la CSCE à Paris et l'objectif d'une institutionnalisation plus adéquate de son processus de coopération seront le résultat naturel de l'évolution récente, en même temps qu'ils conduiront à une plus large mise en oeuvre des objectifs énoncés par les signataires d'Helsinki.

Il s'agit maintenant de savoir comment il convient de procéder pour que les négociations multilatérales sur le désarmement prennent en considération les résultats positifs déjà engendrés par l'évolution favorable entre l'Est et l'Ouest, étant donné qu'il existe de fait un certain lien entre les éléments bilatéral et multilatéral du désarmement. L'Italie est fermement convaincue que la Conférence du désarmement peut contribuer de façon plus efficace à préserver les intérêts individuellement représentés par chacun d'entre nous, ainsi que ceux, de caractère plus collectif, qui sont notre responsabilité commune. Il semblerait en effet qu'une sorte de responsabilité supplémentaire incombe aux 40 pays qui sont membres à part entière de la seule instance de négociation à caractère universel sur le désarmement, celle d'être en quelque sorte dépositaires d'espoirs ambitieux, qui dépassent cette assemblée

(M. Bottai, Italie)

historique. C'est également pourquoi nous nous félicitons vivement de la participation croissante à ses activités d'un certain nombre de pays dotés du statut d'observateurs.

Nous sommes sûrs que l'on pourrait confier à la Conférence du désarmement un rôle de plus en plus important, comme instrument d'amplification des faits nouveaux positifs et d'adaptation judicieuse aux exigences particulières de l'universalité. Il nous semble donc nécessaire de faire un effort accru de négociation dans le domaine du désarmement, et seule la Conférence du désarmement pourrait accomplir cette tâche en révisant son propre rôle qui va croissant. S'il en allait autrement, elle risquerait de se trouver confinée dans la répétition infructueuse de démarches inconciliables.

Pour ce qui est de l'Organisation des Nations Unies, elle a prouvé, au cours des dernières années, qu'elle était capable de jouer un rôle plus efficace en vue de préserver la paix dans un certain nombre de conflits régionaux qui ont pesé lourdement sur le monde.

D'une façon plus générale, les résultats satisfaisants, ou même spectaculaires, qui ont été obtenus en matière de désarmement à l'échelon bilatéral ou régional pourraient se révéler insuffisants si nous n'étions pas capables d'accomplir notre devoir qui est de bâtir sur l'expérience passée et de confier ainsi aux générations futures un monde moins lourdement armé et moins conflictuel.

C'est pourquoi mon pays considère de façon très positive le fait que la Conférence du désarmement ait entrepris de réviser son rôle futur dans la perspective de la conclusion des négociations sur les armes chimiques. Il nous semblerait difficile, à cet égard, de s'abstenir, à plus ou moins brève échéance, de tenir compte de toutes les suggestions qui pourraient être faites au sujet de la révision de l'ordre du jour, en particulier lorsque la liste actuelle aura été examinée de manière approfondie. Je profiterai de cette occasion pour exprimer le souhait que le processus de révision actuellement en cours se poursuive au-delà de la présente session, conformément aux modalités qui seront reconnues comme étant les mieux appropriées.

Le premier objectif de la Conférence demeurera l'aboutissement, à la date la plus rapprochée possible, des négociations sur l'interdiction des armes chimiques. Il semble que, sur ce point, il y ait parmi nous un large accord, mais nous devrions être conscients que, si nous espérons prévoir tous les détails et les scénarios possibles, nous courrons le risque de prolonger encore les négociations de plusieurs années.

En Italie, nous sommes convaincus que le niveau de perfectionnement technique déjà atteint par les négociations est plus que suffisant pour que les parties puissent enfin exprimer de manière concrète et définitive leur volonté politique d'aboutir. Toutefois, nous ne nous sentons pas découragés par l'insuffisance des résultats obtenus jusqu'à présent, au stade avancé auquel sont parvenues les négociations. Nous avons pris note des accords américano-soviétiques, particulièrement importants pour que les pays qui en sont à l'origine s'engagent à cesser la fabrication d'armes chimiques, et

(M. Bottai, Italie)

qui seront probablement mis en oeuvre avant même l'achèvement des négociations multilatérales. Un certain nombre d'activités exploratoires ont été également menées ici au sujet de certains éléments fondamentaux de la convention, et nous sommes sûrs que ces efforts n'ont pas été vains. Il est toutefois difficile de ne pas voir que les négociations sont en panne en ce qui concerne presque toutes les questions sensibles en jeu.

Dans le domaine de la vérification, nous constatons des divergences de vues sur la manière de trouver l'équilibre approprié entre la fiabilité du système et le souci de protéger, durant sa mise en oeuvre, les intérêts fondamentaux liés à la sécurité nationale. Chaque fois que sont énoncés des objectifs ambitieux et novateurs, il semblerait presque inévitable que chacun soit prêt à payer un certain prix. C'est d'autant plus le cas si nous devons tenir compte des expériences effectuées par différents pays et dont les résultats ont été encourageants pour ce qui est de concilier ces deux types de préoccupations. Nous étions nous-mêmes parvenus à des conclusions identiques en 1988, lors des inspections initiales effectuées dans des installations chimiques italiennes par des experts de niveau international.

Préserver l'efficacité du futur système de vérification de la convention est donc d'une importance capitale pour tous, même s'il ne faut pas négliger, ce faisant, les exigences liées à des préoccupations régionales spécifiques. Dans un processus de négociation tel que le nôtre, qui vise des objectifs mondiaux de grande ampleur, il faudra tenir dûment compte de ces préoccupations.

Obtenir une adhésion universelle à la convention exige donc un système de vérification efficace et fiable, rassurant pour tous; mais il faut aussi une convention et une organisation dont les structures soient susceptibles de favoriser une participation véritable de toutes les parties. La participation à la future convention ne pourrait donc pas simplement s'appuyer sur un impératif politique résultant de certaines pressions exercées indirectement à l'échelon international. Nous persistons à croire que les dispositions de la convention concernant la coopération, l'assistance et la protection ne devraient pas être négligées, étant donné qu'elles peuvent rendre visible la solidarité collective entre les Etats parties. Il semblerait également approprié, à notre avis, de créer un conseil exécutif dont les pouvoirs et les fonctions garantiraient la pleine efficacité de son fonctionnement, et dont la composition serait suffisamment large pour offrir à tous les Etats une occasion concrète, plutôt que théorique, d'assumer leurs responsabilités respectives sur un pied d'égalité.

L'établissement, par un certain nombre de gouvernements, d'un calendrier définitif ou d'une date limite pour les négociations avait été envisagé par mon pays en diverses occasions, également à l'échelon politique, afin de fournir la nécessaire impulsion politique pour parvenir au stade final des négociations. Nous croyons maintenant, plus que jamais, en une telle nécessité. Les propositions présentées ces derniers jours, en vue d'une réunion de la Conférence au niveau ministériel qui aurait lieu au début de notre prochaine session et qui viserait à donner aux négociations l'élan final nécessaire, répondent pleinement à nos espoirs. Nous sommes donc prêts

(M. Bottai, Italie)

à examiner toute proposition, indépendamment de ses répercussions sur le plan la procédure, qui serait susceptible de nous offrir un scénario clair permettant d'atteindre nos objectifs.

Pour conclure sur ce point, j'aimerais souligner que la Conférence du désarmement est maintenant à même d'accomplir quelque chose de considérable. Ce n'est pas, à mon avis, pure réthorique de dire que la convention sur l'interdiction des armes chimiques serait une réalisation à nulle autre comparable dans l'histoire des négociations sur le désarmement. Elle serait le premier accord de son genre, présenterait un attrait universel et ses dispositions auraient une portée considérable sur la coopération internationale. Nous sommes sûrs que la conclusion d'un tel instrument apportera un nouveau dynamisme au désarmement multilatéral, dont la Conférence pourra tirer parti en faisant l'inventaire des expériences positives et négatives.

Je vais maintenant aborder brièvement la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. C'est un sujet que l'Italie a toujours considéré comme très important et qui pose un problème de corrélation entre les aspects bilatéraux, représentés par les négociations américano-soviétiques, et les espoirs grandissants de la communauté internationale de comprendre les grands événements qui se produisent au-dessus de notre planète. Nous reconnaissons la réalité des négociations entre les deux grands "utilisateurs" de l'espace. Elle pourrait favoriser une stabilité et une coopération plus grandes, dans l'intérêt de tous.

Nous considérons également comme très précieux tous les efforts qu'accomplit la Conférence du désarmement en vue de renforcer la dimension multilatérale ainsi que les idées particulières qui prennent naissance dans ce contexte. Il convient de tenir compte de toute initiative ou proposition visant à préserver la stabilité et à améliorer la transparence. Je pense aux propositions concernant l'amélioration et l'uniformisation de la terminologie, le renforcement du régime juridique actuel, l'élargissement de l'accès aux données, l'amélioration de la Convention sur l'immatriculation des objets spatiaux et, d'une façon plus générale, la promotion des mesures de confiance.

Au mois de mars, l'association parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale a organisé à Rome un séminaire consacré aux satellites d'observation en tant qu'instruments européens de vérification du désarmement. Des ministres de la défense, des représentants de l'industrie spatiale et des experts ont pris part à ce séminaire, qui en est venu à la conclusion que les conditions techniques nécessaires pour un système régional viable de vérification des accords de désarmement étaient déjà réunies.

Nous voyons également d'un oeil favorable la poursuite de la participation d'experts nationaux aux travaux du Comité spécial afin que les gouvernements connaissent et comprennent mieux toutes les conséquences découlant d'une exploitation sans discernement de l'espace. Nous sommes disposés à renouveler la participation d'experts italiens.

(M. Bottai, Italie)

Permettez-moi, pour finir, de dire quelques mots sur les questions nucléaires, sujet très sensible pour l'opinion publique et les milieux politiques italiens. J'éprouve donc un grand plaisir à présenter mes félicitations à l'Ambassadeur du Japon et à tous les membres de la Conférence pour le rétablissement du Comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires. La résurgence, après tant d'années d'insuccès, du consensus nécessaire sur une question d'une telle complexité représente sans aucun doute une évolution positive, tout comme d'autres faits nouveaux similaires survenus dans le même domaine.

Alors que le démantèlement des missiles nucléaires à portée intermédiaire se poursuit en vue de leur élimination totale, les accords américano-soviétiques sur les arsenaux stratégiques des deux pays en cause devraient conduire, avant la fin de l'année, à un premier traité sur la réduction des armements nucléaires offensifs les plus déstabilisants. Ce qui est plus important encore, c'est que les Etats-Unis et l'Union soviétique ont institué un processus visant à mener des négociations supplémentaires sur des réductions des arsenaux stratégiques. Ces réalisations, ainsi que la perspective de la conclusion à Vienne d'un premier accord FCE et d'une nouvelle négociation sur les armes nucléaires à courte portée en Europe, sont la preuve que les progrès accomplis dans le domaine du désarmement nucléaire ont été très importants par suite de la priorité que lui accordent à juste titre un grand nombre de pays. C'est également pourquoi nous espérons que la prochaine Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération permettra d'enregistrer une adhésion encore plus grande à l'égard de sa continuation et de ses objectifs de non-prolifération.

L'Italie reste persuadée que l'interdiction des essais nucléaires est un important objectif du désarmement, qui devrait être atteint par une démarche progressive permettant de réduire le nombre des essais. Il convient d'étudier plus avant la solution à apporter aux problèmes concernant les techniques de vérification sismique, la mise en place d'un réseau international d'échange de données et l'identification d'autres systèmes fiables de détection. Nous sommes sûrs que ces objectifs seront atteints plus rapidement, de manière à éviter la répétition d'expériences telles que celle des garanties négatives de sécurité. Nous espérons que la longue période d'improductivité consacrée à la recherche d'une formule visant à concilier les concepts stratégiques divergents des Etats nucléaires et l'espoir des Etats non dotés d'armes nucléaires de ne pas être attaqués ou menacés par ces armes sera considérée, à la lumière de l'évolution récente de la situation internationale, comme appartenant à la préhistoire du désarmement.

Il est nécessaire de veiller à ce que le temps dont dispose encore le Comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires soit mis à profit pour assurer sans controverse son rétablissement rapide à la prochaine session de la Conférence, afin de pouvoir élargir le débat sur les questions de fond en s'appuyant sur un programme de travail réaliste. Cette évolution sera certainement bénéfique au Groupe d'experts scientifiques qui travaillent de nouveau en ce moment à Genève et aux activités duquel notre pays apportera également une contribution par l'intermédiaire de nos moyens nationaux de vérification sismique.

(M. Bottai, Italie)

Les événements qui se déroulent dans la région du Golfe et qui suscitent légitimement des réactions et des inquiétudes graves de la part de la communauté internationale sont malheureusement là pour nous rappeler que l'instauration de la paix et le désarmement constituent un processus qui ne peut pas se fonder sur la seule contemplation des résultats déjà obtenus, aussi positifs qu'ils soient. La paix et le désarmement, à la fois conséquences et prémisses d'un tel objectif, doivent être consolidés et élargis dans un processus sans fin, s'appuyant sur des efforts de bonne volonté et de transparence.

Les négociations sur le désarmement, vues en particulier sous l'angle de l'universalité qui appartient à la Conférence du désarmement, sont en rapport étroit avec la situation politique internationale qu'elles influencent parfois ou dont elles sont elles-mêmes la conséquence.

Pour ce qui est des récents événements qui se sont produits dans l'une des zones les plus sensibles du globe (mais existe-t-il, après tout, des zones moins sensibles du point de vue de la souffrance humaine ?), nous devons reconnaître avant tout l'importance d'une démarche coordonnée des deux superpuissances, en l'absence de laquelle nous nous trouverions au bord d'un précipice. Mais il nous faut reconnaître, en même temps, que le chemin qui conduit à l'établissement d'un ordre international exempt de l'arrogance de la force est encore long. Il est évident que la Conférence du désarmement n'est pas le gardien de la paix dans le monde, mais elle représente néanmoins un instrument de son instauration et de sa consolidation ultérieure. Dans la recherche de moyens toujours mieux ajustés aux réalités mondiales et régionales, l'Italie croit à la nécessité d'un tel effort et à la capacité de la Conférence du désarmement de se montrer à la hauteur de cette tâche. Nous apporterons notre contribution dans un esprit d'ouverture, prêts à examiner toutes les autres vues afin d'exprimer avant tout notre attachement au désarmement en tant qu'élément essentiel de la paix.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Italie, S. E. le Secrétaire général des affaires étrangères, l'Ambassadeur Bruno Bottai, pour la déclaration qu'il vient de faire et des paroles aimables qu'il a eues à mon égard et à l'égard de mon pays. Je suis convaincu que les membres de la Conférence ont suivi avec beaucoup d'intérêt le message contenu dans son discours à la Conférence et en ont pris bonne note. Je donne maintenant la parole au représentant de la Belgique, l'Ambassadeur Houlliez.

M. HOULLEZ (Belgique) : Permettez-moi, tout d'abord, au nom de la délégation belge, de vous transmettre les félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence pour le mois d'août. Nous vous souhaitons plein succès dans l'accomplissement de vos fonctions, particulièrement en cette période décisive pour la Conférence. Qu'il me soit également permis de remercier vos prédécesseurs durant les premiers mois de la demi-session d'été, les Ambassadeurs de Rivero et Sujka, pour le dévouement avec lequel ils se sont acquittés de leur tâche.

Je souhaiterais faire une déclaration au nom du Groupe occidental sur le point 8 (Programme global de désarmement), en conformité avec notre programme de travail.

(M. Houllez, Belgique)

La Conférence, dans son rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1989, a décidé que le Comité spécial chargé de l'examen du point 8 de l'ordre du jour, reprendrait ses travaux "en vue de résoudre les questions en suspens dans un proche avenir, lorsque les circonstances seraient plus favorables à l'accomplissement de progrès à cet égard".

Le Groupe occidental estime, par conséquent, que la Conférence n'aura à se prononcer sur le rétablissement éventuel du Comité spécial chargé du "Programme global de désarmement" qu'au début de la session 1991, à la lumière des circonstances qui prévaudront à ce moment et en tenant compte des priorités de la Conférence du désarmement.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Belgique, l'Ambassadeur Houllez, pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant du Venezuela, l'Ambassadeur Arteaga.

M. ARTEAGA (Venezuela) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous exprimer, au nom de la délégation vénézuélienne, nos félicitations les plus cordiales à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Vos capacités bien connues, votre connaissance des affaires de désarmement et votre enthousiasme garantissent le succès de votre mandat. Le peuple vénézuélien entretient des relations traditionnelles d'amitié et de coopération avec le peuple roumain, que vous représentez avec distinction. Nous voudrions aussi féliciter très sincèrement l'Ambassadeur Sujka de la Pologne pour l'habileté et l'efficacité avec lesquelles il a conduit nos travaux durant le mois écoulé. Nous sommes heureux de témoigner notre reconnaissance à ce distingué représentant de la Pologne, pays ami du Venezuela.

Cette année, nombre de déclarations et de considérations ont été faites ici même au sujet de la signification du climat international qui offre, d'une façon générale, des perspectives de bon augure. Une tendance au dialogue et au rapprochement s'est peu à peu affirmée, s'accompagnant de faits concrets dans le contexte Est-Ouest, ainsi que de désirs constructifs et de bonnes intentions, celle, par exemple, de renoncer aux conceptions anciennes des doctrines militaires en vigueur à l'époque de la guerre froide, et de progresser, enfin, vers de nouvelles démarches à l'égard de la paix, de la coopération et de la sécurité dans le cadre des relations stratégiques internationales. Nous sommes donc les témoins d'événements qui suscitent un intérêt évident et que nous suivons avec attention, sans nourrir, bien entendu, d'espoirs démesurés.

Toutefois, nous attendons encore, par ailleurs, que cette situation internationale, mouvante et dynamique, ait des incidences directes sur les travaux qu'effectue depuis un certain nombre d'années la Conférence du désarmement. En même temps, nous pensons que la Conférence ne peut pas être toujours à la traîne de la dynamique internationale, ni se limiter à enregistrer les événements extérieurs. Il est temps qu'elle stimule et renforce les processus politiques par l'adoption d'accords et de mesures dans son important domaine d'action. Le moment est maintenant venu que tant

(M. Arteaga, Venezuela)

d'efforts et tant d'heures de travail, tant d'exhortations au bon sens se voient récompensés par des résultats encourageants à l'égard des objectifs que s'est particulièrement fixés notre instance multilatérale, résultats qui continuent à nous échapper.

Parmi les déceptions déjà anciennes et les espoirs inévitables qu'engendre l'évolution récente de la scène mondiale, voici que se présentent à nouveau, peut-être plus justifiées que jamais, des réflexions sur l'avenir et l'utilité de la Conférence du désarmement. Il y aurait apparemment consensus, mot magique, pour que la Conférence puisse se montrer à la hauteur des exigences que suscite ce moment de l'histoire, et qu'elle profite de l'occasion pour sortir de l'enlissement. Le problème est de savoir comment progresser vers cet objectif sans perdre de vue les limitations que nous impose la réalité - réalité que certaines délégations s'efforcent de nous rappeler constamment. Dans le cadre de débats officiels ou non, des initiatives et des propositions concernant le fond et la forme ont été élaborées en vue de faire progresser nos travaux dans la direction voulue.

Pourtant, nous le savons bien, que les réunions soient plus ou moins nombreuses et qu'elles aient lieu au printemps ou en été, nous ne pourrions pas réellement faire face aux défis actuels sans l'indispensable volonté politique de négocier en vue de déboucher sur des actions concrètes. Pour la même raison, nous ne pensons pas non plus, par exemple, qu'une modification de l'ordre du jour de la Conférence puisse automatiquement se transformer en une mesure significative. Les questions, les priorités et les aspirations sont clairement définies, même si elles sont libellées de diverses manières. Des problèmes fondamentaux se rapportant aux armes nucléaires et chimiques, ainsi qu'à d'autres armes de destruction massive, attendent d'être réglés. Notamment, nous avons le désir, auquel nous ne saurions renoncer, de parvenir à interdire les essais nucléaires. Il convient d'essayer de défricher le chemin qui se trouve devant nous, sans assumer de responsabilités qui rendent notre travail encore plus difficile et digne de Don Quichotte, et qui peuvent nous détourner de notre objectif central.

Quoi qu'il en soit, il nous faut insister, avec persévérance, sur les motivations et les objectifs qui ont donné vie à la Conférence du désarmement. Les années 90 seront cruciales à de nombreux égards et les dilemmes ne manqueront pas. Nous contenterons-nous d'un monde s'appuyant sur la dissuasion nucléaire, avec le perfectionnement continu des armes nucléaires ?

Après le traditionnel exercice de débats de procédure prolongés, il a été possible de rétablir le Comité spécial sur le point 1 de l'ordre du jour, l'interdiction des essais nucléaires. Il est clair que nous sommes conscients de la nature limitée de son mandat mais, même ainsi, nous pensons que le Comité pourra servir de catalyseur pour structurer un effort plus profond et plus systématique en vue d'arriver à des résultats convaincants.

Par la cessation des essais d'armes nucléaires, on prétend limiter le perfectionnement des systèmes nucléaires militaires et favoriser la stabilité et la confiance dans les relations internationales. La poursuite des essais

(M. Arteaga, Venezuela)

aurait des conséquences néfastes dans cette nouvelle étape des relations internationales, dont nous espérons tous qu'elle aura des effets multiples, bénéfiques et durables.

Sans cette interdiction, la voie reste ouverte à la mise au point de nouvelles armes nucléaires, augmentant ainsi les dangers inhérents à la prolifération verticale et horizontale. Le perfectionnement des armes au moyen des essais nucléaires entraverait l'application de certains concepts tels que la vérification, rendant plus difficile et complexe la conclusion de futurs accords de désarmement. En outre, la crédibilité des instruments juridiques concernant la prolifération s'affaiblirait encore davantage. Ces préoccupations sont particulièrement pertinentes si l'on prend en considération la quatrième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération, dont l'un des thèmes principaux a trait à l'interdiction des essais nucléaires. La délégation vénézuélienne souhaite que le TNP se transforme en un instrument universel et efficace; nous croyons encore en ses possibilités et nous ne voulons pas que son destin soit toujours plus compromis.

L'interdiction des essais nucléaires ne peut faire l'objet d'une démarche progressive, pas à pas, car celle-ci n'empêcherait pas la modernisation des armes et, par conséquent, ne contribuerait pas non plus à la cessation de l'amélioration qualitative des essais. L'objectif d'une interdiction complète des essais doit être atteint par une démarche globale, portant sur l'interdiction totale.

La tenue d'une conférence d'amendement du Traité de 1963 sur l'interdiction partielle des essais nucléaires, qui viserait à transformer cet instrument en accord d'interdiction complète, représente un élément complémentaire des travaux que doit effectuer la Conférence du désarmement en ce qui concerne la conduite de négociations concrètes dans ce domaine.

Nous ne saurions manquer de nous féliciter des négociations sur les armements stratégiques qu'ont fait progresser les Etats-Unis et l'Union soviétique. Nous apprécions les résultats obtenus et nous espérons que, compte tenu de cette expérience, il sera possible de poser les bases permettant de travailler, à l'avenir, dans un climat de plus grande confiance et de parvenir à des réductions importantes et significatives. C'est ce que nous affirmons, même si, à notre époque de progrès technique et d'innovations doctrinaires et politiques, nombre d'armements deviennent périmés et apparaissent des armes toujours plus perfectionnées. Il s'agit donc au fond, dans ces négociations START, de réduire radicalement ce que les parties ne considèrent pas comme essentiel, à l'avenir, pour la dissuasion.

Dans cette concurrence sans fin qu'imposent la technique et les laboratoires de recherche militaire, la modernisation des armements porte notamment sur des armements et des systèmes destinés à être utilisés dans l'espace. A notre connaissance, les pourparlers START n'ont, jusqu'à présent, produit aucun résultat dans ce domaine.

(M. Arteaga, Venezuela)

Le danger de voir une course aux armements s'engager dans l'espace est évident. De là l'importance du Comité spécial créé pour examiner cette question, et de là aussi l'attitude catégorique adoptée par le Groupe des 21, qui désire que soient menées des négociations sur des mesures concrètes. Il est certain que les propositions qui ont été présentées sont nombreuses et qu'elles constituent une bonne base de travail.

A notre avis, la nécessité urgente de mener des négociations sur des mesures concrètes, et l'existence d'un ensemble de propositions qui doivent être examinées de manière approfondie pour identifier les domaines de convergence et élaborer conjointement des accords en la matière, découlent du travail effectué par le Comité spécial tout au long de ces cinq dernières années. A cet effet, le Groupe des 21 a proposé des moyens d'améliorer les travaux du Comité en ce qui concerne l'examen de ces propositions, par la création de sous-groupes ou de groupes de contact. Notre délégation espère que, pour l'an prochain, les travaux du Comité auront une nouvelle orientation et que cet organe concentrera ses efforts sur l'examen de ces propositions.

L'une des principales responsabilités qui incombent à la Conférence du désarmement est la négociation d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques. Le Comité spécial qui est actuellement chargé d'examiner cette question a déployé des efforts considérables pour atteindre cet objectif - que nous espérons voir réalisé le plus tôt possible.

Un élément qui doit caractériser cet instrument est celui de l'universalité. Pour y parvenir, la portée de la convention devra être une interdiction totale et complète. La convention ne doit pas accorder aux Etats détenteurs d'armes chimiques le droit de maintenir certains arsenaux, et elle ne doit pas non plus autoriser de retards quant à l'obligation de détruire toutes les armes chimiques ainsi que leurs installations de fabrication.

A cet égard, pour ce qui est de l'accord bilatéral sur les armes chimiques, conclu entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, nous approuvons la décision qu'il comporte en ce qui concerne l'arrêt de la production et la mise en route du processus de destruction de ces armes. Néanmoins, s'agissant du processus multilatéral de destruction dans lequel seraient engagés tous les Etats parties à la convention, nous ne pouvons accepter des prémisses qui autoriseraient le maintien de certains arsenaux à la fin de la période de destruction.

Un autre aspect important des négociations relatives à la convention a trait au régime de vérification. Le mécanisme qui sera créé devra comprendre, d'une part, une procédure qui se mettrait en route spontanément et qui aurait pour objet de vérifier le respect des obligations fixées par la convention et, d'autre part, une procédure de vérification qui s'appliquerait à la suite d'une demande et qui viserait à établir le bien-fondé de toute plainte qui serait déposée au sujet d'une violation présumée de la convention. Il conviendra également que le mécanisme de vérification qui sera créé soit le moins intrusif possible.

(M. Arteaga, Venezuela)

Nous reconnaissons donc qu'il est nécessaire que l'instrument qui sera adopté incorpore des dispositions efficaces visant à garantir son respect. Le régime qui sera établi devra être le plus efficace, le plus simple et, comme nous l'avons déjà souligné, le moins coûteux possible.

Avant de conclure mon intervention, je voudrais rappeler ce que nous avons annoncé au début de la présente session, à savoir que le Gouvernement vénézuélien a l'intention d'organiser un séminaire régional sur les armes chimiques destiné à l'Amérique latine et aux Caraïbes. Pour des raisons de force majeure, la tenue de ce séminaire a été repoussée au premier semestre de l'an prochain. Des consultations sont actuellement en cours avec le Secrétariat de l'ONU pour en arrêter les derniers détails. Le séminaire aura pour objet de bien faire comprendre à tous les Etats de la région la portée, les buts et les objectifs de la Convention, ainsi que les mécanismes de vérification qui devront être créés.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Venezuela, l'Ambassadeur Arteaga, pour la déclaration qu'il vient de faire et les paroles aimables et encourageantes qu'il a eues à mon égard, ainsi qu'à l'égard de mon pays et de mon peuple. Je donne maintenant la parole au représentant de la République fédérale d'Allemagne, l'Ambassadeur von Wagner.

M. von WAGNER (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi, lors de cette première intervention à la Conférence du désarmement, de remercier les présidents pour les mois de juillet et d'août, ainsi que tous les membres et observateurs, pour m'avoir accepté parmi eux avec tant de paroles chaleureuses et avoir facilité par leur aide mes débuts. En même temps, je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, à l'occasion de votre accession à la présidence pour cet important mois d'août.

La session de la Conférence du désarmement de cette année arrive à son terme. Il est temps d'en dresser un bilan, en particulier en ce qui concerne notre tâche la plus urgente, l'élaboration d'une convention universelle interdisant les armes chimiques de façon totale et efficace. En faisant le point de nos négociations sur les armes chimiques, nous constatons que nous sommes dans une conjoncture historique particulièrement prometteuse et favorable au désarmement. Il s'agit de la mettre à profit, en l'occurrence de traduire le consensus de la communauté internationale qui s'est manifesté à la Conférence de Paris en une convention générale et universelle sur l'interdiction effective des armes chimiques.

Je ne peux malgré tout dissimuler ma déception : malgré les efforts inlassables et l'excellent travail accomplis cette année par le Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Hyltenius, nous n'avons pas réussi à résoudre certains problèmes clés en suspens dans nos négociations. Les progrès ont été lents. L'allure à laquelle vont nos négociations semble avoir fléchi par rapport à l'an passé. A vrai dire, j'ai eu, ces dernières semaines, l'impression que non seulement nous traînions les pieds, mais que nous risquions aussi de voir nos négociations régresser. Tout cela est d'autant plus déconcertant que les préalables matériels et politiques nécessaires à la conclusion positive et rapide de nos négociations sur les armes chimiques existent. L'histoire ne répète pas les offres qu'elle fait. L'état de

(M. von Wagner, République fédérale d'Allemagne)

nos travaux sur les questions de vérification et en particulier les débats qui ont eu lieu cet été sur la vérification ad hoc et sur les inspections par mise en demeure sont pour nous une source d'inquiétude. Les inspections par mise en demeure sont considérées comme un élément indispensable et une pierre angulaire du système de vérification. Comme l'a dit récemment le Ministre adjoint des affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, M. Waldegrave, c'est "la clé d'une vérification efficace". Il s'ensuit que ma délégation a toujours attaché une grande importance à ce sujet dans nos négociations. Nous n'avons cessé de soutenir qu'il fallait rapidement trouver à ce problème une solution, qui permettrait non seulement d'éliminer un des obstacles à la mise au point du système de vérification, mais aussi d'impulser l'examen des autres questions en suspens. Au printemps, le Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Hyltenius, dans un effort hardi et louable pour faire aboutir les débats qui se poursuivent activement depuis plus de trois ans, a présenté un nouveau projet d'article IX. Le texte de l'Ambassadeur Hyltenius a fait l'objet de deux révisions et il s'en est trouvé considérablement amélioré. Récemment, toutefois, de nouveaux amendements proposés semblaient avoir pour but de modifier les caractéristiques fondamentales du régime d'inspection par mise en demeure. Ces caractéristiques font l'objet de débats depuis un certain nombre d'années, et il est manifeste qu'un consensus apparaît se dégager à leur sujet. Nous devons donc nous employer à trouver des moyens de revenir sur cette voie et de trouver des solutions permettant à chacun de s'associer à ce consensus.

Je ne m'étendrai pas longtemps sur les inspections par mise en demeure car nos idées sur ce sujet sont bien connues et mon prédécesseur, l'Ambassadeur von Stülpnagel, a déjà fait le 8 mars dernier une déclaration en plénière qui était intégralement consacrée à cette question. Néanmoins, les événements de ces derniers temps m'incitent à faire quelques remarques supplémentaires sur des points spécifiques : étant donné la portée limitée des vérifications de routine et le risque de contournement, une mesure supplémentaire de vérification reste nécessaire afin que tous les Etats parties soient assurés du respect de la convention. La limitation des inspections par mise en demeure à ce que l'on pourrait appeler les installations "concernées" aboutirait non seulement à un problème de définition, mais aussi à une réduction globale du champ d'application de ces inspections qui en amoindrirait la rigueur et l'efficacité recherchées. Nous sommes convaincus qu'en raison des problèmes particuliers de vérification que posent les armes chimiques, chaque Etat partie devrait avoir le droit de requérir une inspection par mise en demeure. C'est seulement de cette façon que l'on pourra donner à tous les Etats parties l'assurance nécessaire que la convention est respectée et que sa vérifiabilité est garantie.

Aucun site ne devrait échapper au régime d'inspection par mise en demeure si l'on veut que fonctionne le système de vérification d'une convention sur les armes chimiques. Ainsi qu'il ressort de nos inspections expérimentales nationales par mise en demeure, il est possible d'assurer l'accès même à des installations très sensibles. Nous avons constaté que les procédures d'"accès réglementé" peuvent garantir de manière suffisante la protection des installations et des informations sensibles. Nous fondant sur notre expérience, nous voudrions suggérer de placer au centre de nos discussions le concept d'"accès réglementé", qui a déjà été élaboré jusqu'à un certain point

(M. von Wagner, République fédérale d'Allemagne)

dans le Protocole relatif aux procédures d'inspection. Dans son document de travail CD/1012 du 11 juillet 1990, le Royaume-Uni a présenté une analyse des résultats des inspections expérimentales par mise en demeure effectuées dans des installations militaires. Nous avons pris note avec un intérêt particulier de ce document parce qu'il représente une contribution importante à nos négociations. Il devrait notamment nous inciter à réfléchir plus avant à la question de l'"accès réglementé". En outre, je voudrais souligner que c'est en nous appuyant sur l'expérience tirée des inspections expérimentales nationales que nous souscrivons pleinement aux conclusions formulées dans le document de travail du Royaume-Uni.

Dans ce contexte, je voudrais présenter le document de travail CD/1026 (CD/CW/WP.315) dont vous êtes saisis, où il est question des divers instruments de vérification démontrés lors de l'Atelier de Munster qui a eu lieu à la mi-juin et auquel avaient été invités des représentants de tous les Etats membres ou observateurs participant à la Conférence du désarmement. Certains des appareils et méthodes décrits dans notre document de travail pourraient déjà être mis à la disposition des équipes d'inspecteurs afin de vérifier de façon effective et aussi peu intrusive que possible le respect de la convention. Mis à l'épreuve dans des conditions toujours plus réalistes, ils se sont révélés extrêmement utiles pour la conduite des différents types d'inspections ad hoc ou par mise en demeure. D'autres sont actuellement mis au point dans le cadre de notre programme national de recherche-développement sur les appareils de vérification.

Une autre question relevant du domaine de la vérification est celle de la vérification ad hoc. Nous voyons dans cette méthode un élément important qui complète et renforce la vérification de la non-fabrication, au titre de l'article VI. Dès janvier 1988, nous avons présenté une proposition sur les contrôles ad hoc pour contribuer de façon constructive à la solution d'un problème qui était soulevé par un certain nombre de délégations, à savoir celui qui concerne le potentiel de fabrication d'armes chimiques des installations existantes de l'industrie chimique (en particulier celles qui ne sont pas déclarées au titre des annexes de l'article VI). Nous estimons que la vérification ad hoc constitue un moyen de routine non intrusif permettant essentiellement de contrôler l'absence de substances énumérées dans l'annexe sur les produits chimiques. Ces contrôles non intrusifs porteraient sur les secteurs de l'industrie susceptibles d'être utilisés pour fabriquer des armes chimiques. Comme dans le cas des autres mesures de vérification de routine, les installations soumises à vérification ad hoc seraient choisies d'après les déclarations présentées par tous les Etats parties. Ces déclarations revêtiraient la forme de registres nationaux où seraient énumérés selon un modèle convenu tous les sites concernés de l'industrie chimique.

Nous avons présenté dans le document CD/984 du 10 avril 1990 une proposition spécifique et concrète au sujet de l'établissement de registres nationaux. Les réactions que nous avons reçues jusqu'ici à son sujet sont encourageantes et nous sommes convaincus que l'optique large que nous avons adoptée (la capacité de fabrication d'armes chimiques est difficile à définir sans ambiguïté) permet d'avancer sur la voie d'une solution praticable et facile à appliquer. Nous sommes prêts à poursuivre un débat en profondeur sur cette proposition.

(M. von Wagner, République fédérale d'Allemagne)

Après les préparatifs entrepris ces deux dernières années, nous sommes quelque peu déçus qu'il n'ait pas été possible de progresser cette année au sujet de la vérification ad hoc. Le document de travail CD/CW/WP.286 du 11 avril 1990 présenté par l'Australie au nom du Groupe occidental exposait de manière satisfaisante le concept général de la vérification ad hoc. Dans leur document de travail (CD/CW/WP.300 en date du 27 juin 1990), les Etats-Unis proposaient à cet égard un projet de texte pour le traité. Mon gouvernement juge décevant que les possibilités offertes par ces documents n'aient pas été mises à profit. Nous aurions aimé un travail de rédaction qui aurait aidé à clarifier les diverses positions. Je sais que certaines délégations ont formulé cet été des réserves d'ordre général quant à la nécessité de mesures de vérification ad hoc, et nous respectons cette attitude. Néanmoins, nous ne pouvons tout simplement pas méconnaître une inquiétude qui a été exprimée par de nombreuses délégations et qui est motivée par la facilité avec laquelle des armes chimiques peuvent être fabriquées clandestinement dans les installations existantes de l'industrie chimique. Les mesures de vérification ad hoc ont pour but d'apaiser cette inquiétude, et la prudence commanderait de procéder à un examen suffisamment approfondi de cette question avant qu'une décision définitive ne soit prise. C'est pourquoi nous espérons que la prochaine intersession sera mise à profit à cette fin et qu'une démarche concrète sera adoptée.

C'est le déroulement récent de nos négociations qui m'a incité à consacrer mon intervention de ce matin au sujet de la vérification. Il n'en reste pas moins que d'autres points nécessitent une action résolue de notre part. Ainsi, il est assez préoccupant de constater que des questions importantes comme l'assistance (article X) et le développement économique et technologique (article XI) n'ont pas non plus été résolues. Ma délégation est consciente de l'intérêt que de nombreuses délégations portent à ces deux articles et de l'espoir qu'il en sera suffisamment tenu compte. Il y a maintenant longtemps que ces questions auraient dû être réglées. Nous sommes convaincus qu'une solution acceptable pour tous est possible et nous sommes disposés à oeuvrer concrètement à la conclusion rapide de nos négociations sur ces deux points.

Sans entrer dans les détails, et malgré les insuffisances mentionnées plus haut, je voudrais dire combien je suis reconnaissant et conscient des progrès réalisés sur des sujets très divers. Nous sommes redevables à M. Meerburg d'avoir fait avancer les travaux sur beaucoup de points techniques, en particulier l'ordre de destruction. J'ai également été impressionné par l'originalité avec laquelle M. Kruttsch s'est attaqué à des questions difficiles comme celles des amendements, du règlement des différends et des mesures propres à redresser une situation. Ces efforts ont été couronnés de succès et même s'il n'a pas été possible d'arriver, quant au dernier de ces points, à une solution acceptable qui puisse être incluse dans l'appendice I, des bases solides ont été jetées pour poursuivre les travaux.

Ce bilan des négociations montre qu'il reste beaucoup à faire. Nous devons voir la situation telle qu'elle est et essayer de surmonter les difficultés actuelles. La conjoncture internationale et les grands progrès réalisés dans d'autres domaines de la maîtrise des armements devraient nous inciter à travailler intensément et à essayer de résoudre, avec la diligence

(M. von Wagner, République fédérale d'Allemagne)

nécessaire et dans un esprit constructif, les questions essentielles qui demeurent en suspens. Nous pourrions ainsi prouver le sérieux avec lequel nous cherchons à conclure une convention multilatérale, et nos efforts devraient alors avoir de bonnes chances d'être couronnés de succès.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la République fédérale d'Allemagne, l'Ambassadeur von Wagner, pour la déclaration qu'il vient de faire et les paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la Pologne, le Ministre conseiller Towpik.

M. TOWPIK (Pologne) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous présenter mes sincères félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence. C'est un grand plaisir pour ma délégation de voir le représentant de la Roumanie, pays avec lequel nous entretenons traditionnellement des relations amicales, présider cet organe. Je vous souhaite un plein succès pendant ce mois d'août qui correspond à une période assez difficile de nos travaux. Je tiens également à vous assurer que ma délégation coopérera pleinement avec vous dans l'accomplissement de vos tâches.

Nous commémorions hier le 45ème anniversaire de la tragédie d'Hiroshima. Nous nous associons à l'humanité tout entière pour rendre hommage aux victimes qui ont péri dans cette explosion nucléaire. Hiroshima n'est pas seulement la tragédie d'une nation et d'un peuple - c'est aussi la démonstration dramatique du fait que compte tenu du niveau de perfectionnement qu'ont atteint les moyens de guerre, le désarmement, et en particulier le désarmement nucléaire, a cessé d'être un postulat théorique ou un rêve idéaliste. Il est devenu un élément nécessaire, non seulement pour la recherche de la paix et de la sécurité internationales, mais aussi pour la survie même de la civilisation.

Nous traversons actuellement une période de changement radical dans les relations internationales. Il ne s'agit pas seulement d'une amélioration du climat politique comme celle que nous avons déjà connue au cours des décennies précédentes, mais aussi d'un changement qui modifie profondément la structure même des relations internationales de l'après-guerre. Il affecte l'ensemble du contexte stratégique dans lequel s'inscrivent nos débats et il nous faut réfléchir sérieusement aux incidences qu'il peut avoir sur les négociations relatives au désarmement.

Permettez-moi de m'arrêter un instant sur cette question. Malgré les espoirs qu'avait fait naître la fin de la seconde guerre mondiale, les alliances militaires ont remplacé la notion de sécurité collective prévue dans la Charte des Nations Unies. La sécurité internationale était perçue au premier chef comme une question de rapports et d'équilibre stratégique entre l'Est et l'Ouest. Même la politique de non-alignement, élément commun de la politique de nombreux pays du tiers monde en matière de sécurité, découlait de cette réalité stratégique et traduisait en fait une adaptation à celle-ci.

A l'heure actuelle, la conception de la sécurité fondée sur l'existence de blocs a considérablement évolué. La division du monde en alliances militaires qui caractérisait principalement les relations internationales et

(M. Towpik, Pologne)

qui constituait l'élément fondamental de la politique de sécurité de leurs principaux protagonistes correspond de plus en plus à un symbole du passé plutôt qu'à la réalité actuelle.

Les nations les plus puissantes du monde ont renoncé à concentrer leurs forces militaires pour se tourner vers un dialogue régulier et constructif. Les négociations auxquelles ils ont procédé sur le désarmement ont abouti à des accords sans précédent. De nouveaux traités importants sont en projet. Les alliances militaires restent en place, mais leur nature et leurs rapports mutuels subissent actuellement des transformations profondes sur lesquelles l'Ambassadeur Bruno Bottai a insisté avec force dans l'importante déclaration qu'il a faite aujourd'hui. Les adversaires de la guerre froide voient s'ouvrir des domaines de coopération de plus en plus nombreux. Ils adaptent leurs plans de défense et leur stratégie militaire aux conditions nouvelles. Les blocs sont considérés comme des assises de consultations politiques plutôt que comme des alliances militaires.

Cette situation trouve également son reflet ici même. La division des membres de la Conférence en groupes politiques et régionaux n'a plus autant d'importance qu'auparavant. Cela ne signifie pas nécessairement des vues contradictoires, mais plutôt des groupes de consultations différents. Dans la pratique, les divisions existantes ne doivent pas correspondre à de véritables divergences de vues à l'égard du désarmement et de la sécurité internationale. De même, il n'y a aucune raison de s'efforcer de remplacer la division Est-Ouest par la dichotomie Nord-Sud. Dans le domaine de la sécurité internationale, c'est là une démarche artificielle et dangereuse. Certes, il existe des divergences de vues sur le désarmement et des domaines d'intérêt différents. Néanmoins, ces différences ne sont pas nécessairement liées au fait d'appartenir ou non à des alliances militaires. La Conférence a cessé d'être un organe tripartite. Dans nos négociations, le multilatéralisme a acquis une nouvelle dimension.

Les nouvelles conditions exigent une réflexion nouvelle sur la sécurité nationale et internationale. Dans les années à venir, le concept de la "dissuasion mutuelle" ou de la "dissuasion minimale" continuera vraisemblablement d'être considéré comme un élément indispensable de la stabilité internationale. Cependant, si nous voulons nous tourner vers l'avenir, il faut voir au-delà de la "dissuasion" et concevoir d'autres bases pour la sécurité internationale.

Dans la conjoncture qui se dessine actuellement, la notion de sécurité collective énoncée dans la Charte des Nations Unies prend plus d'importance qu'elle n'en a jamais eu pendant la période de l'après-guerre. Si nous proposons de créer de nouvelles garanties de sécurité mondiale pour toutes les nations, la période de transition historique que nous traversons actuellement dans les relations internationales doit être marquée par le passage d'une conception de la sécurité fondée sur l'existence de blocs à un système efficace de sécurité collective placé sous l'égide des Nations Unies.

L'application pratique de ce système et son fonctionnement efficace pourraient avoir une grande valeur pour les efforts de désarmement. Il faciliterait la négociation d'accords de désarmement; il contribuerait

(M. Towpik, Pologne)

au respect de ces accords et créerait d'importantes garanties de sécurité pour les Etats en cas de violation des obligations contractées en matière de désarmement.

Notre attachement commun à la vision d'un système de sécurité collective des Nations Unies reflétant les nouvelles réalités politiques et militaires et tenant compte des intérêts de tous les Etats pourrait également donner à nos travaux une nouvelle orientation importante et nous aider à définir de nouveaux domaines d'accord possibles.

Dans le cadre de ces considérations, permettez-moi d'examiner certains aspects du point 5 de notre ordre du jour. Notre objectif consiste à empêcher que la course aux armements ne s'étende à l'espace. Malgré les changements positifs survenus dans les relations internationales et les débats intensifs qui ont eu lieu à cette Conférence, nous sommes encore loin d'être d'accord. Néanmoins, on peut entrevoir des possibilités de progrès, notamment dans les deux domaines suivants : l'adoption de mesures de renforcement de la confiance principalement liées au développement d'une politique d'ouverture et de transparence dans les activités spatiales, et l'extension des principes concrets régissant les activités spatiales grâce à la création d'un code de conduite ou d'un "code de la route".

En ce qui concerne le premier point, il convient de rappeler que la notion de transparence et d'ouverture est une démarche largement acceptée dans les négociations actuelles sur la maîtrise des armements et le désarmement, au cours desquelles elle s'est imposée en tant que moyen de promouvoir la confiance et la compréhension mutuelles.

Permettez-moi de vous rappeler les séries de mesures déjà convenues dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, les négociations sur la proposition relative au "ciel ouvert", ainsi que les mesures de prévisibilité ou de confiance examinées lors des pourparlers bilatéraux soviéto-américains sur l'espace. Un nombre considérable de propositions portant sur une politique de plus grande ouverture dans les activités spatiales ont été également présentées à la Conférence. Elles comprennent celles qui ont été soumises par la Pologne au mois d'août de l'année dernière dans le document de travail intitulé "Mesures de confiance dans le cadre du point 5" (CD/941 et CD/OS/WP.38) et qui indiquent quelques-unes des démarches possibles à l'égard de ce problème. Les propositions présentées jusqu'à présent envisagent non seulement divers degrés de transparence, mais aussi différents moyens de les appliquer : sur une base volontaire ou obligatoire; en modifiant la Convention de 1975 sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace ou en concluant des accords distincts; en créant de nouveaux organes appropriés ou en recourant, par exemple, aux services du Secrétaire général de la Conférence.

Dans une période où les attitudes à l'égard des secrets militaires changent rapidement et où l'importance de la transparence des activités militaires est largement reconnue, on ne voit pas bien pourquoi cette politique d'ouverture et de transparence ne s'appliquerait pas également aux activités spatiales. De plus, compte tenu du volume croissant d'informations concernant l'espace que présentent les Etats-Unis et l'Union soviétique à

(M. Towpik, Pologne)

la Conférence, ainsi que de leurs discussions bilatérales sur certaines mesures de confiance, toute nouvelle solution multilatérale dans ce domaine s'inscrirait dans la suite d'une démarche logique qui répond aux intérêts légitimes de la communauté mondiale.

La seconde catégorie d'accords qui semblent répondre aux intérêts particuliers concerne les arrangements relatifs au "code de la route". Il s'agit ici d'éviter que des satellites ne soient détruits ou endommagés accidentellement et d'effacer les soupçons quant aux intentions des Etats. On a avancé au sujet du contenu spécifique d'accords adéquats diverses idées qui méritent d'être examinées sérieusement. Ces considérations devraient tenir compte non seulement des aspects de sécurité, mais aussi du fait que l'espace commence à être réellement encombré. Cette année, les débats au sein du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace ont donné lieu à la présentation d'une somme importante de connaissances techniques liées à cette question.

Néanmoins, il existe une autre catégorie de mesures où il convient de rechercher activement des possibilités d'accords et où des progrès seraient particulièrement précieux. Il s'agit des mesures de coopération pour l'utilisation de l'espace, non seulement à des fins civiles, mais pour certains objectifs militaires. En effet, les activités spatiales présentent, à côté de graves risques d'une nouvelle course aux armements, des possibilités considérables de coopération constructive. L'utilisation de la technologie spatiale à des fins pacifiques a été bénéfique pour l'humanité à de nombreux égards et a contribué à satisfaire les besoins dans des domaines civils importants, tels que les télécommunications, les prévisions météorologiques et l'étude des ressources terrestres. Une coopération plus poussée dans ce domaine permettrait de faire bénéficier un nombre croissant de pays des avantages des systèmes spatiaux.

Cependant, ce qui est encore plus important, c'est qu'il existe également d'importantes possibilités de coopération dans le domaine militaire. Les techniques de télédétection spatiale ont permis d'observer divers processus sur la Terre qui ont un intérêt du point de vue de la sécurité internationale. Ces techniques peuvent et doivent être mises au service du système de sécurité des Nations Unies. L'idée de créer des agences internationales de contrôle ou des systèmes indépendants d'observation par satellite a d'ailleurs été avancée par plusieurs gouvernements sous diverses formes. Il s'agit notamment des propositions faites par la France, le Canada, l'URSS et la Suède. Le domaine de compétence d'un système de ce genre pourrait englober la surveillance des arrangements de limitation des armements et le rassemblement d'informations et de données sur les régions sensibles, ainsi que l'appui aux efforts de maintien de la paix des Nations Unies.

Il serait de la plus haute importance que les deux puissances les plus avancées dans le domaine spatial, en coopération avec d'autres pays qui ont manifesté leur intérêt, informent la Conférence ou l'ONU qu'elles mettent à la disposition du système de sécurité collective des Nations Unies leurs systèmes spatiaux ou une partie de ceux-ci. Ce serait un autre bond en avant, non seulement dans l'utilisation de l'espace mais aussi dans la conception que se fait l'humanité de la sécurité internationale. Une telle mesure pourrait

(M. Towpik, Pologne)

ouvrir la voie à une nouvelle approche de la prévention de la course aux armements dans l'espace, qui pourrait être assurée non seulement par des interdictions et des défenses, mais également par la coopération internationale, compte tenu des intérêts de sécurité de tous les Etats. Parallèlement, ces arrangements prévoyant des activités d'observation et de contrôle organisées et gérées sur le plan international pourraient compléter et renforcer la structure du système de sécurité collective des Nations Unies en le rendant plus efficace et en créant un environnement international plus sûr.

Mon propos, dans cette intervention, était surtout de souligner la nécessité d'envisager les problèmes de désarmement et de sécurité sous un jour nouveau. En l'absence de conceptions hardies et de démarches nouvelles, il serait difficile de régler nombre des problèmes actuels qui se posent au cours de nos négociations. Les vues orthodoxes en matière de sécurité et les démarches traditionnelles à l'égard du désarmement risquent d'entraver nos travaux et de limiter leurs résultats, bien que les conditions actuelles soient beaucoup plus favorables.

La guerre froide a appauvri notre réflexion sur la sécurité internationale. Elle n'a pas permis d'appliquer dans la pratique le mécanisme de sécurité collective prévue dans la Charte des Nations Unies. Elle a empêché un examen sérieux du plan ambitieux (le plan Baruch) qui visait à internationaliser l'énergie atomique en vue de l'utiliser exclusivement à des fins pacifiques. Au lieu de cela, elle a entraîné une course aux armements nucléaires. Maintenant que la guerre froide semble terminée, le moment est venu d'envisager toutes les options possibles pour créer des conditions de sécurité. Cela est particulièrement valable pour l'espace, qui est un domaine d'activité relativement nouveau. Si nous ne découvrons pas de nouveaux moyens d'aborder cette activité, rien ne permet de penser que l'espace sera exempt de la concurrence militaire, avec toutes les conséquences éventuelles qu'un passé récent nous a révélées. Une coopération internationale dans l'espace au service du mécanisme des Nations Unies serait de nature non seulement à prévenir une course aux armements dans ce domaine, mais aussi à apporter une contribution importante à la création d'un système de sécurité efficace sous l'égide des Nations Unies. Elle pourrait renforcer l'autorité de l'ONU, qui nous est de plus en plus nécessaire.

Pour conclure la Conférence du désarmement ne devrait pas seulement être une table de négociation pour les mesures de désarmement, mais aussi un forum de réflexion sur l'organisation de la sécurité internationale dans laquelle s'inscriront ces mesures.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Pologne, le Ministre conseiller Towpik, pour la déclaration qu'il vient de faire et les paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence, ainsi que pour l'évocation des relations amicales et traditionnelles entre les peuples polonais et roumain. Permettez-moi d'ajouter à la liste des orateurs pour aujourd'hui le représentant de la République fédérale tchèque et slovaque, l'Ambassadeur Králik.

M. KRALIK (République fédérale tchèque et slovaque) (traduit de l'anglais) : En tant que coordonnateur du Groupe de pays d'Europe orientale et autres Etats, je voudrais déclarer ce qui suit :

Le Groupe de pays d'Europe orientale et autres Etats attache de l'importance à la question du Programme global de désarmement. Il considère que ce Programme constitue une démarche appropriée pour l'ensemble des questions de désarmement.

Il estime que la Conférence du désarmement devrait apporter une contribution importante au succès de la troisième Décennie du désarmement.

Notant qu'il est indiqué dans le document CD/956 du 4 septembre 1989 que le Comité spécial est également "convenu de reprendre ses travaux en vue de résoudre les questions en suspens dans un proche avenir, lorsque les circonstances seraient plus favorables à l'accomplissement de progrès à cet égard", le Groupe est d'avis que la Conférence devrait étudier plus avant cette question et procéder à un examen constructif des futures activités concrètes du Comité spécial sur le Programme global de désarmement avant qu'il ne soit rétabli.

Mme BAUTA SOLES (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Pendant la semaine passée, ma délégation a eu la possibilité d'exposer la position du Groupe des 21 à l'égard du Programme global de désarmement. Nous avons écouté aujourd'hui avec beaucoup d'attention et de respect les positions exprimées tant par les pays du Groupe occidental que par les pays d'Europe orientale, et j'ai demandé à nouveau la parole pour réaffirmer la position du Groupe des 21 sur ce point. Selon ce Groupe, compte tenu des dispositions contenues dans la résolution 44/119 A de l'Assemblée générale, le Comité spécial sur le Programme global de désarmement devrait être rétabli lors de la reprise des travaux de la Conférence du désarmement à sa session de 1991. Il serait quelque peu surprenant de ne pas le faire ou d'ajourner sans nécessité une décision à ce sujet, et cela pour diverses raisons. Premièrement, le texte de la résolution 44/119 A est clair; deuxièmement, la résolution 44/119 A a été approuvée sans aucune opposition et avec une seule abstention. Dans cette arène de la pensée internationale qu'est la Conférence, depuis l'approbation de cette résolution jusqu'à la date d'aujourd'hui, aucune des délégations qui a pris la parole n'a manqué de reconnaître que des changements positifs se sont produits dans la conjoncture internationale et que le climat est favorable pour prendre des engagements sur le plan du désarmement afin d'accélérer les négociations et de renforcer la confiance. Dans ces conditions, pourquoi remettre à plus tard la mise en oeuvre des dispositions de la résolution 44/119 A ? En résumé, je n'ai pris la parole que pour réaffirmer une fois de plus la position du Groupe des 21 à cet égard.

Le PRESIDENT : Je remercie la représentante de Cuba, Mme Bauta Solés, pour la déclaration qu'elle vient de faire et les aimables paroles qu'elle a adressées à la présidence. Je donne la parole au représentant de la Chine.

M. HOU Zhitong (Chine) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, étant donné que c'est la première fois que la délégation chinoise prend la parole durant ce mois, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, vous qui êtes un membre distingué de la délégation roumaine, de votre accession à la présidence pour le mois d'août. Celui-ci est le dernier et le plus critique pour la Conférence du désarmement. Cette année, nos travaux ont été intenses et ardues. La délégation chinoise est convaincue que votre expérience et votre compétence guideront sûrement et sans heurts les travaux de la Conférence jusqu'à leur conclusion. Notre délégation coopérera avec vous de façon constructive dans l'exercice de vos responsabilités. La délégation chinoise est très heureuse d'accueillir le Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères de l'Italie, l'Ambassadeur Bruno Bottai, ainsi que les parlementaires soviétiques et américains qui assistent aujourd'hui à notre réunion. La délégation chinoise exprime sa satisfaction devant l'intérêt témoigné à l'égard des travaux de la Conférence.

Nous venons d'écouter les déclarations faites par divers groupes sur la question du Programme global de désarmement. La délégation chinoise aimerait également présenter quelques brèves observations à cet égard. Comme je l'ai indiqué dans ma déclaration du 31 juillet, la délégation chinoise est d'avis, comme le Groupe des 21, que la Conférence devrait rétablir l'an prochain le Comité spécial sur le Programme global de désarmement et lui permettre de se mettre au travail. Premièrement, la communauté internationale tout entière désire voir élaborer le Programme. Depuis 1978, les participants à l'Assemblée générale des Nations Unies, à la session extraordinaire de l'Assemblée consacrée au désarmement et à la Commission du désarmement ont tous adopté des résolutions et des documents affirmant la nécessité de formuler ce programme et demandant qu'il soit élaboré au plus tôt. Cela fait plus de 10 ans que la Conférence a commencé ce travail et elle a beaucoup progressé. En outre, de nombreuses propositions et opinions ont été présentées par divers pays et délégations. Il convient ici de mentionner, en particulier, que l'ancien Ambassadeur du Mexique, M. García Robles, a apporté une grande contribution à cet égard, de même que le Groupe des 21. Tout cela a constitué des assises solides pour la poursuite des travaux sur cette question. Nous devrions continuer nos efforts et ne pas nous arrêter à mi-chemin.

Deuxièmement, le Programme global de désarmement est un élément important et puissant de l'effort international de désarmement. Il indiquera les démarches et les objectifs appropriés pour que le désarmement progresse et permettra d'élaborer les principes importants qui régissent les négociations internationales en vue de tels progrès. Il sera très important pour mettre un terme à la course aux armements et promouvoir le désarmement et constituera pour tous une sauvegarde de la paix et de la sécurité. Les années 90 marquant la troisième Décennie du désarmement, l'élaboration du Programme global sera une importante contribution au succès de cette décennie et permettra à l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à la Conférence du désarmement de jouer pleinement leur rôle dans le progrès du désarmement.

Troisièmement, en 1989 tous les membres de la Conférence ont adopté à l'unanimité un rapport à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, énonçant ce qui suit : "Il est également convenu de reprendre ses travaux en vue de résoudre les questions en suspens dans un proche avenir, lorsque les circonstances seraient plus favorables à l'accomplissement de progrès à cet égard." L'an dernier, à sa quarante-quatrième session,

(M. HOU Zhitong, Chine)

l'Assemblée générale a adopté, par 154 voix contre zéro et avec une abstention, la résolution 44/119 A dans laquelle l'Assemblée générale "demande à la Conférence du désarmement d'envisager, au début de sa session de 1991, de reconstituer le Comité spécial sur le Programme global de désarmement avec mission de régler les questions en suspens et de conclure l'élaboration du programme". La délégation chinoise est d'avis que les circonstances présentes sont très favorables à la reprise de cette tâche. La Conférence ne devrait pas manquer cette occasion et devrait appliquer la résolution pertinente de l'Assemblée générale. La délégation chinoise a toujours eu une attitude positive à l'égard de l'élaboration du Programme global de désarmement. Nous sommes désireux d'approfondir notre collaboration avec diverses parties de façon que cette tâche soit finalement accomplie.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Chine, l'Ambassadeur Hou Zhitong, pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence ainsi qu'à la délégation roumaine. Une autre délégation désire-t-elle prendre la parole ? Il me semble que ce n'est pas le cas. Permettez-moi de faire certaines annonces à propos de notre travail, notamment en ce qui concerne l'élaboration et l'adoption des rapports d'organes subsidiaires et du rapport final de la Conférence, informations dont je prie les délégations de prendre bonne note.

Je vous signale que les consultations officieuses à participation non restreinte sur les paragraphes de fond concernant le point 2 commenceront aujourd'hui dans cette salle, immédiatement après la séance plénière. Je vous rappelle que le document de travail CD/WP.391 a été distribué aux délégations le 31 juillet dernier. Ces consultations se poursuivront si nécessaire le jeudi 9 août.

Je voudrais informer la Conférence que le secrétariat a distribué aujourd'hui, sous la cote CD/WP.393, le texte anglais des paragraphes de fond sur le point 3. La Conférence tiendra à partir du jeudi 9 août des consultations officieuses à participation non restreinte sur le point 3 de l'ordre du jour.

J'aimerais aussi rappeler que la Conférence tiendra une séance officieuse le jeudi 9 août, immédiatement après la séance plénière, pour examiner en première lecture la partie technique du rapport à l'Assemblée générale. Le texte anglais du document pertinent CD/WP.388 a été distribué dans les casiers des délégations hier. Le texte dans les autres langues officielles sera disponible aujourd'hui.

Le Président du Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, l'Ambassadeur Negrotto Cambioso, présentera, le jeudi 9 août, le rapport du Comité dont le texte sera disponible à cette date dans toutes les langues officielles. J'ai l'intention de le soumettre à la décision de la Conférence lors de notre prochaine séance plénière, le mardi 14 août.

Il n'y a plus d'autres questions à l'ordre du jour et je vais donc lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement se tiendra le jeudi 9 août, à 10 heures.

La séance est levée à 12 heures.